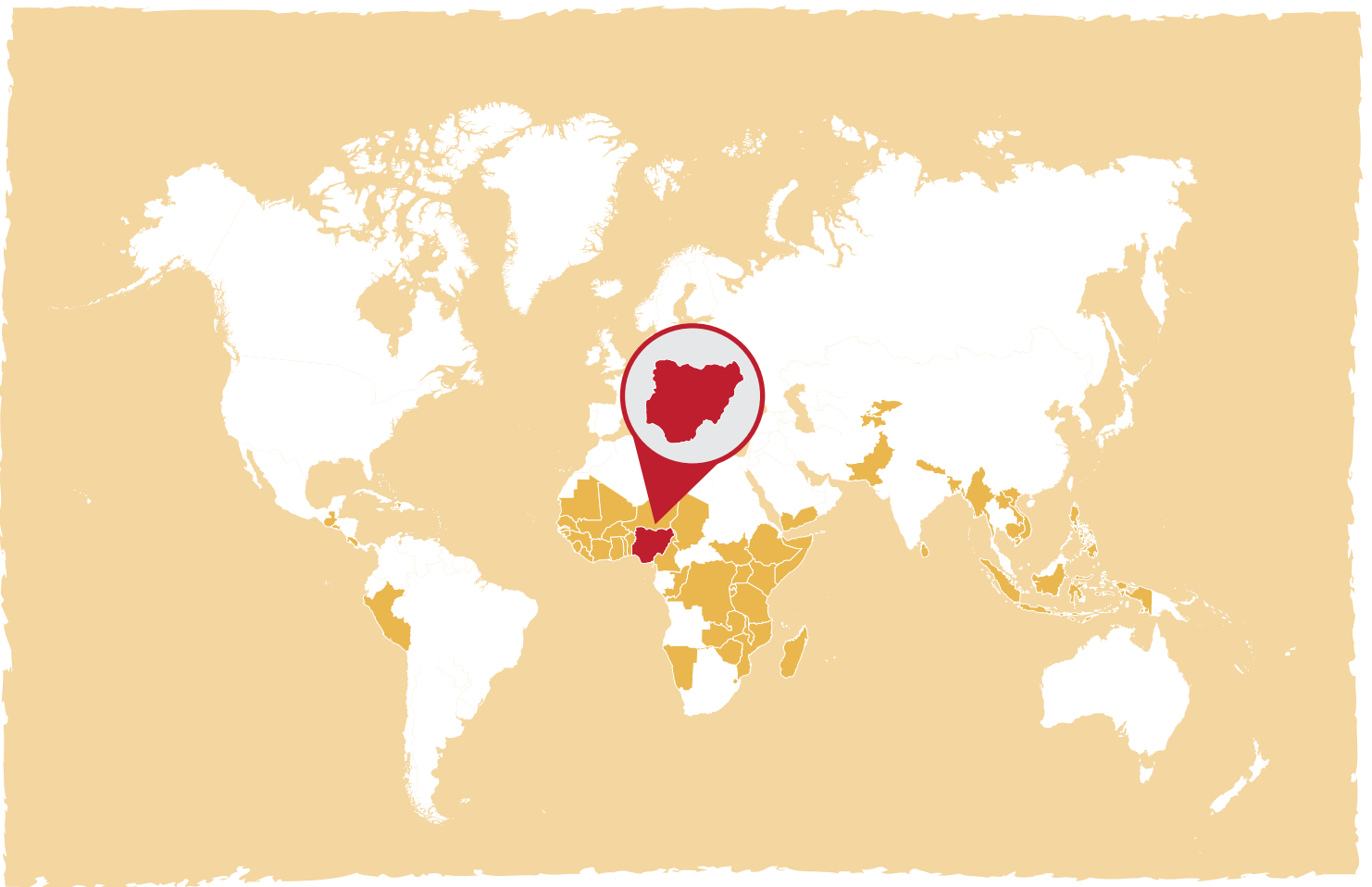


Nigéria

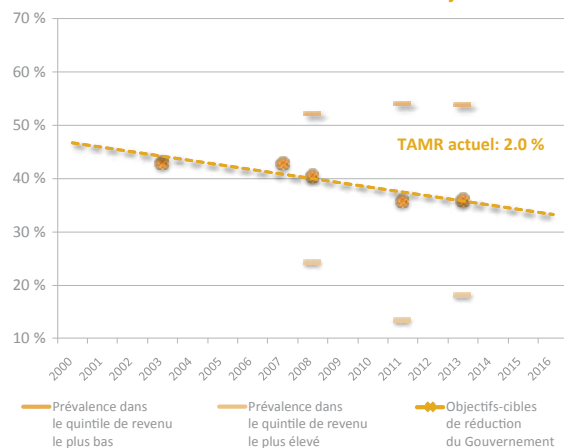


Date d'adhésion : novembre 2011

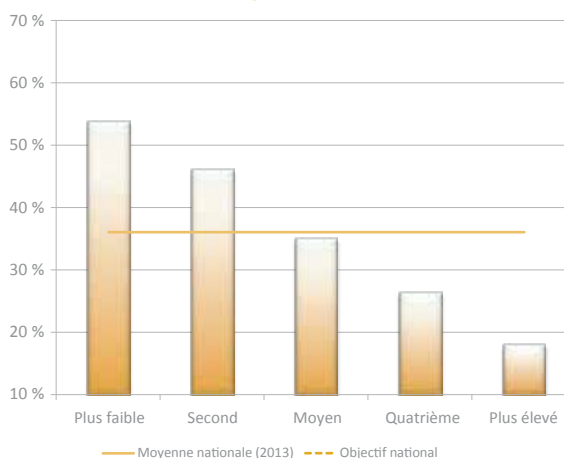


Données démographiques	
Population nationale (en millions en 2010)	159,7
Enfants de moins de 5 ans (en millions en 2010)	28,0
Adolescentes (15 à 19 ans) (en millions en 2010)	8,00
Nombre moyen de naissances (en millions en 2010)	6,30
Taux de croissance de la population (2010)	2,69 %
Indicateurs (EDS 2013) des Cibles de Nutrition de l'OMS	
Faible poids de naissance	8,1 %
Allaitement maternel exclusif entre 0 et 5 mois	17,4 %
Retard de croissance chez les moins de cinq ans	36,4 %
Émaciation chez les moins de cinq ans	18,1 %
Surpoids chez les moins de cinq ans	4,9 %
Couverture des facteurs relatifs à nutrition	
Pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants	
Régime alimentaire minimum acceptable entre 6 et 23 mois	10,2 %
Diversité minimale du régime alimentaire entre 6 et 23 mois	19,3 %
Interventions pour prévenir les carences en vitamine et minéraux	
Supplémentation en zinc contre la diarrhée (Enfants de moins de cinq ans)	2,3 %
Femmes enceintes ayant fait quatre ou plus de consultations prénatales	51,1 %
Supplémentation en vitamine A (6 à 59 mois)	78,0 %
Ménages consommant le sel adéquatement iodé	-
Responsabilisation de la femme	
Alphabétisation des femmes	53,1 %
Taux d'emploi féminin	63,4 %
Âge médian au premier mariage	18,3
Accès au personnel qualifié pour l'accouchement	38,1 %
Femmes ayant eu un enfant avant l'âge de 18 ans	22,5 %
Taux de fécondité	5,5
Autres indicateurs pertinents de nutrition	
Taux d'urbanisation	48,61 %
Part de revenu détenue par les 20 % de la tranche la plus inférieure	5,89 %
Calories par habitant par jour (kcal / habitant / jour)	2.691,7
Énergie provenant d'aliments autres que les aliments de première nécessité	29,76 %
Disponibilité du fer de source animale (mg / habitant / jour)	1,0
Accès aux infrastructures sanitaires améliorées	34,0 %
Défécation en plein air	28,7 %
Accès aux sources améliorées d'eau potable	59,6 %
Accès au branchement d'eau courante domestique	2,9 %
Eau de surface comme source d'eau de boisson	13,9 %
PIB par habitant (\$ US courants, 2013)	3.010,00
Exportations de produits agricoles par habitant (\$ US courants, 2012)	0,05
Importations de produits agricoles par habitant (\$ US courants, 2012)	0,07

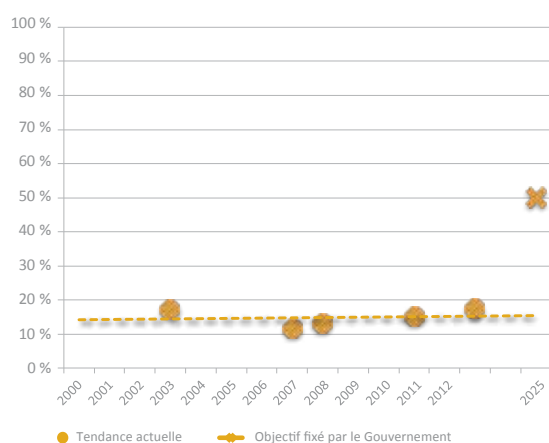
Tendance relative au retard de croissance et objectifs-cibles



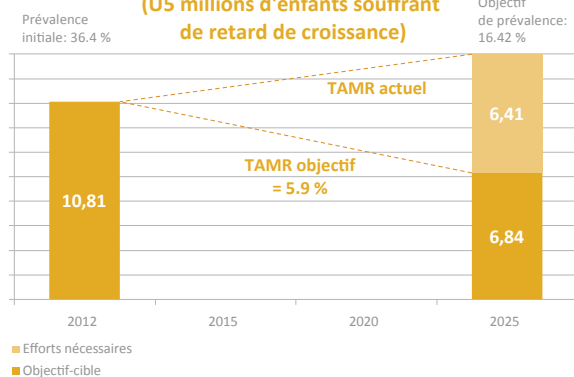
Répartition du retard de croissance dans tous les quintiles de richesse



Tendance relative au taux d'allaitement maternel exclusif



Objectif-cible de réduction du retard de croissance (US millions d'enfants souffrant de retard de croissance)



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Le service de la nutrition, situé au sein du Ministère fédéral de la Santé, est actuellement l'organisme gouvernemental redevable de la coordination en vue du renforcement de la nutrition à travers lequel le Point focal principal et le Point focal technique nommés regroupent différents ministères et départements, notamment, les ministères de la Santé, de l'Éducation, de l'Agriculture, des Affaires féminines, des Finances, de l'Information, des Sciences et de la Technologie, de l'Eau et la Commission de planification. Cependant, il est a été reconnu que des réunions régulières et une meilleure coordination interne peuvent conduire à une plus grande redevabilité et un plus grand engagement.

Les responsables du Gouvernement participent également à travers le Forum des partenaires de la nutrition, qui se réunit avec des partenaires externes, y compris les ONG nationales et internationales, les agences des Nations Unies, les donateurs, le secteur privé et les médias, afin de discuter du développement de la stratégie et de prendre des décisions relatives au financement et également aux urgences en matière de nutrition.

Un Comité national de l'alimentation et de la nutrition, coordonné par la Commission nationale de planification, est en train d'être réactivé et renforcé pour évaluer et améliorer les différentes politiques relatives à l'alimentation et la nutrition et de planifier des programmes nationaux connexes.

Le DFID et l'UNICEF jouent le rôle d'animateurs des donateurs. Les agences de l'ONU disposent d'un mécanisme de coordination et les donateurs, d'un plan de coordination. L'animateur de l'Alliance de la société civile SUN est Save the Children. Le secteur privé dispose de sa propre plateforme - la Chambre de commerce, et participe au Mouvement SUN à travers l'Alliance nationale pour l'enrichissement des aliments.

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Le Gouvernement du Nigeria a mis à jour son plan d'action national sur l'alimentation et la nutrition qui remonte à 2004. Le document est entièrement pris en charge par le Gouvernement et les ministères, mais n'a pas encore été distribué à un groupe plus large de parties prenantes.

Le plan est basé sur des résultats convenus et comprend un cadre de suivi et d'évaluation. Les interventions nutritionnelles existantes devront être alignées sur ce plan.

Des efforts sont en cours pour augmenter la couverture des interventions spécifiques à la nutrition, notamment la gestion communautaire de la malnutrition aiguë.

En outre, le ministère de l'Agriculture encourage la prise en charge communautaire d'aliments à haute valeur énergétique et l'enrichissement des aliments avec la participation des entreprises locales. La mise en œuvre commence à être suivie et les secteurs et les ministères disposent de différents mécanismes pour un suivi régulier.

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

L'analyse du contexte nutritionnel et le bilan des politiques et de la réglementation en vigueur ont permis au Nigeria de mettre à jour les politiques dans les domaines liés à la nutrition tels que l'agriculture, la sécurité alimentaire et la santé publique.

Le Nigeria a mis à jour sa politique sur l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant et ses lignes directrices sur le contrôle des carences en micronutriments et plaide actuellement pour leur mise en œuvre. La législation pour la mise en œuvre du Code international de commercialisation des substituts du lait maternel comprend des dispositions importantes. Les lois sur l'enrichissement obligatoire de la farine de blé, de la farine de maïs et de l'huile végétale sont en place. Le Nigeria a obtenu le certificat d'iodation universelle du sel (USI) en 2005.

Les politiques et stratégies contribuant à la nutrition couvrent les secteurs clés et les orientations ministérielles nationales qui soutiennent l'intégration de la nutrition dans les secteurs existents, mais des efforts devraient être mis à contribution pour une bonne coordination des politiques et des règlements en matière de nutrition.

Une stratégie de mobilisation sociale, de plaidoyer et de communication (SMAC) a été élaborée et harmonisée avec le plan national de nutrition.

Suivre le financement et mobiliser les ressources

Le budget national est établi et actuellement des initiatives sont prises pour mettre en place une ligne budgétaire spécifique à la nutrition dans les ministères techniques aux niveaux national et des États. La mise en place du système de suivi financier est une priorité afin d'identifier les écarts de financement pour le renforcement des interventions relatives à la nutrition. Les agences de l'ONU et les organisations de la société civile rapportent qu'elles évaluent régulièrement la faisabilité financière de leurs propres plans et suivent et rendent compte des dépenses. Cependant, il n'existe aucun mécanisme global de suivi des contributions financières pour la nutrition. Une stratégie de financement durable pour soutenir les plans nationaux est nécessaire.

Progrès réalisés dans les quatre processus SUN Nigéria

Notation des marqueurs de progrès 2012¹ et 2014²

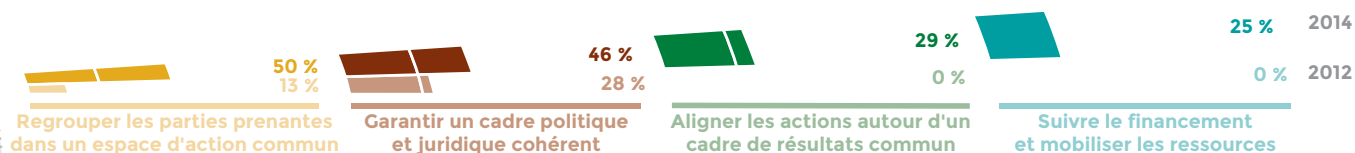
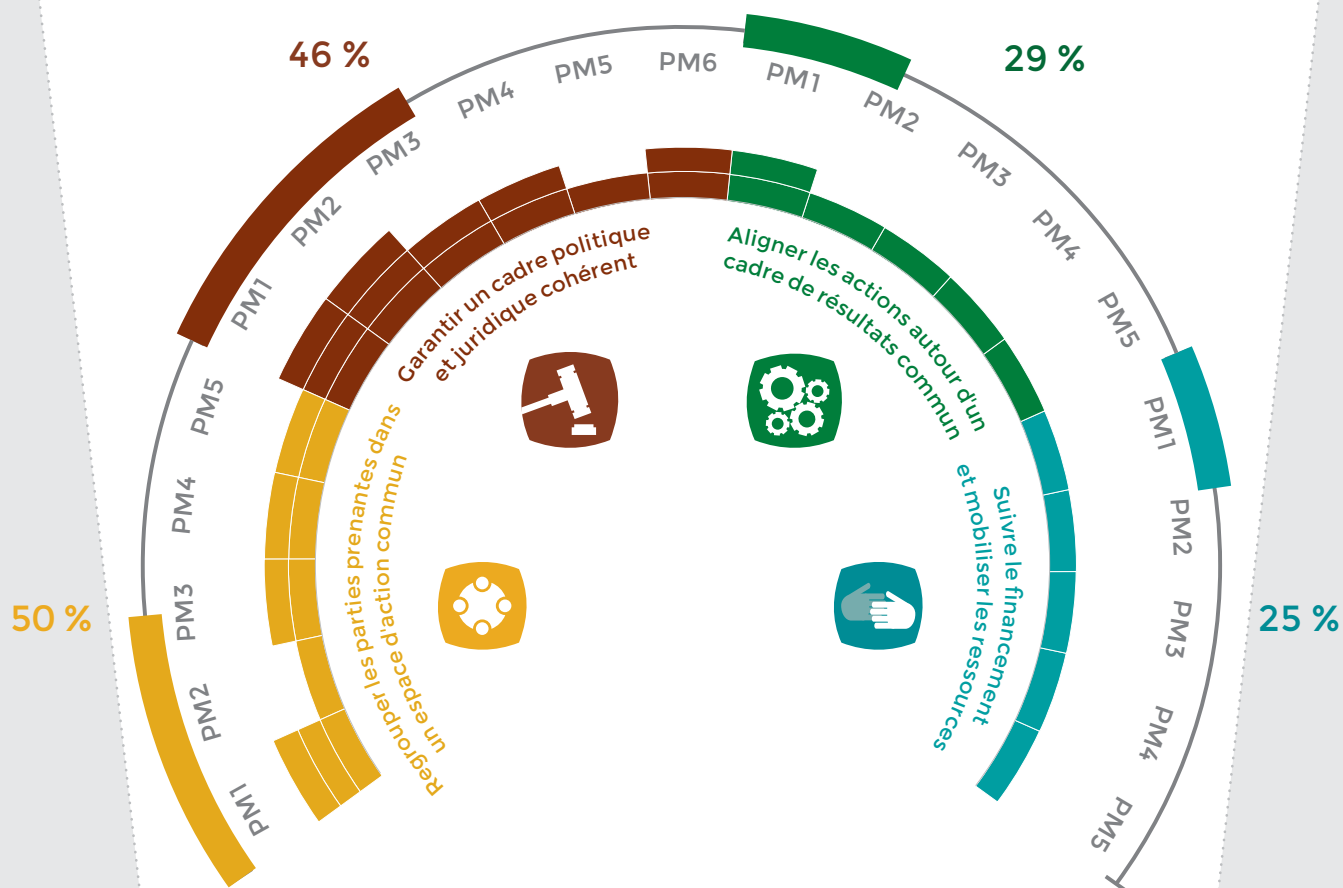


Tableau de bord des marqueurs de progrès 2014

Niveau de préparation



¹Évaluation externe par le Secrétariat du Mouvement SUN
²Évaluation interne par un exercice national d'auto-évaluation